

Grâce à la vigilance du DG de l'ARSP

Sous-traitance : des actionnaires congolais récupèrent 51 % des parts dans «Congo Engineering Contracting SAS»

P. 6

ECONEWS

Directeur de Publication : Faustin Kuediasala N° 786 du vendredi 22 au dimanche 24 sept 2023 Prix : 3.000 FC

Journal en ligne
et Tri-hebdomadaire
d'informations générales

Complexe Nzigi (ex-Muana Nteba),
Local n°50, Kinshasa/Gombe
Tél : +243 81 904 17 63/89 301 93 05
+ 243 903 185 670
E-mail : kuediasala@gmail.com
www.econewsrdc.com
L'info qui fait échos

Face au M23

Félix Tshisekedi opte pour la guerre et exclut tout dialogue

■ **«Nous sommes prêts à faire face à toute menace»**

P. 2

Cap vers les élections 2023 : après les partis et regroupements, la CENI échange avec les acteurs de la Société civile

A la CENI (Commission électorale nationale indépendante), tout est mis en place pour réussir le rendez-vous électoral de décembre prochain. Ainsi, le bureau de la CENI multiplie des rencontres dans le cadre de concertation avec toutes les parties prenantes. Après des échanges avec les partis et regroupements, c'était le tour jeudi des représentants de la Société civile. «Aujourd'hui, au quatrième cycle, les Congolais aspirent aux élections de qualité et la CENI actuelle n'a pas la prétention d'atteindre la perfection mais elle fait tout ce qui est en son pouvoir pour une évolution positive de notre jeune démocratie», a lancé Denis Kadima, président de la CENI.



P. 4

PARLONS-EN

Gabon : l'heure des comptes !

ECONEWS

Sic transit gloria mundi disaient les latinistes. Ainsi passe la gloire du monde. Un adage que les hommes et les femmes tout puissants encore au Gabon il y a à peine deux semaines expérimentent à leurs dépens. La veille de cette journée fatidique qui a vu basculer en quelques heures le long règne de la dynastie Bongo, aucun parmi les proches d'Ali Bongo n'aurait imaginé que l'heure des délices au détriment d'un peuple paupérisé allait sonner pour la famille du successeur d'Omar Bongo et sa cour à travers ce coup d'Etat du 30 août 2023 aux allures de délivrance.

(Lire en page 2)

Matata, Grobler et Deogratias Mutombo ce lundi 25 septembre devant la Cour constitutionnelle

P. 4

Grand Inga : Tshisekedi mise sur de nouveaux partenaires, dont la Banque mondiale

P. 12

Face au M23

Félix Tshisekedi opte pour la guerre et exclut tout dialogue

■ « Nous sommes prêts à faire face à toute menace »

La participation du chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, à la 78^{ème} session de l'Assemblée générale de l'ONU fera date. Non seulement en raison de sa dénonciation de « l'agression » de son pays par le Rwanda d'une part, et du travail de lobbying auprès des instances de décision américaines d'autre part, elle lui aura surtout fourni l'occasion de faire entendre le souhait longtemps ré-

S'adressant à un panel de journalistes en marge de la 78^{ème} session de l'Assemblée générale de l'ONU, le président RD congolais n'y est pas allé par le dos de la cuillère. Face aux menées belliqueuses du Rwanda, Félix Tshisekedi a lâché : « Nous sommes prêts à faire face à toute menace ». En clair, le moment est venu de passer à l'offensive avec pour objectif de débarrasser le pays des troupes rwandaises opérant sous le couvert du M23 dans les territoires de Rutshuru, de Masisi et une partie du Nyiragongo.

La déclaration du Chef de l'Etat intervenait quelques heures après que le président rwandais a déclaré que la force régionale de l'EAC présente au Congo n'avait pas pour mission de combattre le M23, mais son mandat consisterait plutôt à décourager par la force toute velléité, d'où qu'elle viendrait, de mettre en péril le cessez-le-feu éventuel.

Une sortie malencontreuse ou une manœuvre stratégique de désorienter l'opinion nationale et internationale, il n'en reste pas moins que Paul Kagame, fragilisé par les dernières sanctions américaines qui consistent en la ré-

duction, à partir du 1^{er} octobre 2023, de la coopération militaire avec le Rwanda et la fourniture d'armes à ce pays chercherait une nouvelle voie de sortie de crise en mettant en avant son éternelle thèse qui consiste à présenter le conflit dans l'Est de la RDC comme une affaire congoloco-congolaise.

Que les Etats-Unis sanctionnent le Rwanda pour, entre autres, l'enrôlement d'enfants-soldats dans les rangs du M23 appuyé par les RDF constitue un point de marqué par Kinshasa qui cherche à s'engouffrer dans la brèche et mettre un terme à un conflit qui a jeté sur les routes des milliers de familles qui vivent dans une extrême précarité dans des camps éparpillés aux portes de Goma, capitale provinciale du Nord-Kivu.

PASSER ENFIN À L'OFFENSIVE

En décidant enfin de passer à l'offensive, Félix Tshisekedi envoie en réalité un triple message. Le premier est adressé à ses partenaires de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC). Le Kenya, l'Ouganda, le Soudan du Sud (hormis le Burundi) n'auraient dès lors plus de raison de garder leurs trou-

peus au Nord-Kivu, leur mandat n'ayant plus aucune chance d'être renouvelé. Les atterrissements de la force de l'EAC régulièrement accusée par le Chef de l'Etat congolais de composer avec les M23-RDF.

En second lieu, il adresse un message d'apaisement au peuple congolais qui réalise difficilement que les forces armées loyalistes (les FARDC) continuent à ronger leur frein plus d'une année après l'occupation de Bunagana par les forces coalisées M23-RDF, alors que les forces d'occupation installent une administration parallèle dans les zones occupées, exploitant les ressources naturelles au profit du Rwanda.

Troisièmement, il exprime aux capitales de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) l'urgence du déploiement de sa force en attente sur un terrain débarrassé de l'EAC, aux côtés des FARDC et de l'armée burundaise, celle-ci semblant avoir les faveurs des autorités congolaises.

LEVER LA LOURDE HYPOTHEQUE SUR LES ELECTIONS

Il serait trompeur de considérer que le séjour américain de Félix Tshisekedi et sa

suite était essentiellement centré sur des efforts diplomatiques dirigés contre les visées hégémoniques du Rwanda. Encore moins sur la sollicitation continue aux investisseurs intéressés par l'exploitation des immenses richesses naturelles du Congo.

Un autre enjeu, et de taille, est resté omniprésent dans les esprits : celui de l'organisation des élections générales projetées en décembre 2023. Des scrutins largement hypothéqués par l'insécurité généralisée dans des zones sous occupation, où des milliers d'électeurs n'ont pas été enrôlés.

Dans le cas où la situation ne connaîtrait pas un retournement favorable dont la libération des territoires occupés et le retour des déplacés dans leurs milieux, la RDC verrait alors un deuxième cycle électoral privé de larges strates de ses électeurs à l'exemple de Beni-Territoire en 2018.

Il y a donc urgence : à défaut de compléter le fichier électoral avec les déplacés de guerre revenus dans leurs territoires respectifs, au moins l'engagement des FARDC avec l'appui de la population serait un signe de décrispation après des décennies d'incertitude.

PARLONS-EN

Gabon : l'heure des comptes !

(Suite de la Une)

Un coup de force qui aura la particularité d'avoir emporté l'assentiment même parmi les alliés du régime cumulé d'un demi-siècle fortement ancré aux mamelles des multinationales pétrolières françaises. Une lassitude traduite par l'absence d'appels des organisations régionales qui, ailleurs, exigent en pareil cas « un retour à l'ordre constitutionnel » sur fond de sanctions et d'embargos en tous genres.

Le renversement d'Ali Bongo au Gabon est un cas à part; il se distingue du Niger où l'ancien président Mohamed Bazoum refuse de démissionner et se morfond, reclus dans sa résidence; pendant ce temps le Burkina Faso, le Mali et la Guinée tracent leur chemin malgré des dissensions diplomatiques avec l'ancienne puissance coloniale dont ils se débarrassent progressivement des oripeaux d'une francophonie surannée.

Malgré le caractère soft du coup d'Etat du général Brice-Clotaire Oligu-Nguema (pas la moindre effusion de sang, un peuple en liesse), un coup de balai s'imposait. L'heure de rendre des comptes au peuple est arrivée. L'emprisonnement du fils du désormais ex-dictateur, Nourredine Bongo Valentin, et une bonne dizaine de caciques du régime a fini par sonner le glas du règne des Intouchables.

Les préventions qui pèsent sur eux sonnent curieusement comme la reproduction des maux à l'identique des maux qui minent la plupart des régimes en Afrique subsaharienne francophone où les dictatures familiales sont la règle et l'aspiration démocratique l'exception : Haute trahison, détournements de deniers publics, imitation de la signature du président de la République, falsification des documents électoraux, etc. Comme un air de déjà entendu et de déjà vu sous d'autres cieux.

Même s'il est admis que la prise du pouvoir par la force des armes n'est pas la meilleure des manières en vue de l'institution d'une démocratie, il est quasi certain que le peuple du Gabon aurait sur la matière une opinion nuancée.

Allocution du Président de la République à 78^e session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies

Monsieur le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies; Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement; Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies; Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation,

La tenue de cette 78^e session de l'Assemblée Générale des Nations Unies m'offre l'opportunité de partager avec les Etats membres de notre Organisation la vision et les préoccupations majeures de mon pays, la République Démocratique du Congo, face aux enjeux de l'heure dans le monde.

Cependant, je voudrais, en avant-propos, féliciter Son Excellence Monsieur Dennis Francis, pour son élection à la présidence de notre auguste Assemblée et rassurer l'ensemble des

membres de son Bureau du soutien de mon pays dans l'accomplissement de la noble mission leur confiée par notre institution.

Je m'en voudrais si je ne remerciais pas le Président sortant, Monsieur CSABA KOROSI, pour son leadership clairvoyant et son dévouement qui ont contribué à faire avancer les débats et à trouver des solutions concertées. Mes remerciements s'adressent aussi à Monsieur ANTONIO GUTERRES, Secrétaire général des Nations Unies, pour son engagement actif et permanent en faveur de la paix et la sécurité internationales.

Monsieur le Président,

Pendant que se tient ici à New York cette session, le Peuple marocain n'a pas encore fini de pleurer ses victimes ni guéri ses plaies par suite des

puissants tremblements de terre survenus dans la nuit de vendredi 08 au samedi 09 septembre en cours, causant la mort de plus de 3.000 Marocains, en blessant au moins 5000 et détruisant plusieurs villes et localités du Royaume. De même les Libyens ne sont pas encore sortis des traumatismes des inondations qui ont ôté la vie à plus de 20.000 personnes et provoqué d'énormes dégâts matériels, le dimanche 10 de ce même mois.

Le Peuple congolais salue la mobilisation de la communauté internationale pour secourir ces Peuples frères du Royaume du Maroc et de la Libye. Il leur exprime toute sa compassion et sa solidarité et souhaite une prompte guérison à tous les blessés de ses deux calamités naturelles.

Monsieur le Président,

Au-delà de déplorer ces calami-

tés naturelles, l'actuelle session de l'Assemblée générale se tient à une période exceptionnelle de notre histoire où le monde est confronté à des situations graves qui menacent l'existence même de la nature humaine. À la guerre en Ukraine qui entraîne la crise alimentaire, marquée par une flambée des prix et une pénurie des denrées de première nécessité, s'ajoutent l'aggravation des effets du réchauffement climatique, des conflits armés qui continuent de faire rage ci et là. Ces crises qui se renforcent mutuellement mettent au défi le système multilatéral et la coopération internationale.

Or, maintenir la paix et la sécurité internationales, garantir la justice et les droits humains, favoriser le progrès social, instaurer les meilleures conditions de vie sont en effet des vœux unanimes et intemporels de tous les peuples

(Suite à la page 3)

Allocution du Président de la République à 78^e session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies

(Suite de la page 2)

du monde qui doivent, par conséquent, demeurer au centre de notre action collective suivant une approche réellement multilatérale et inclusive. Nous sommes interpellés à travailler ensemble en vue de répondre à ces défis qui sont de portée existentielle.

C'est pour cette raison fondamentale que je salue la pertinence du thème central annuel de cette session, intitulé, «Rétablir la confiance et raviver la solidarité mondiale : accélérer l'action menée pour réaliser le programme 2030 et les objectifs de développement durable en faveur de la paix, de la prospérité, du progrès et de la durabilité pour tous».

Cette thématique place les valeurs de solidarité et de confiance au cœur des facteurs de la relance et l'accélération des solutions aux défis mondiaux étroitement imbriqués afin de faire progresser la paix, la sécurité et le développement durable. Ces deux valeurs prennent tout leur sens dans le contexte de crise que nous vivons aujourd'hui.

À ce sujet, il est essentiel de rappeler qu'à mi-chemin vers l'atteinte des ODD en 2023, sous l'effet conjugué des catastrophes climatiques, des conflits récurrents, de la récession économique et des effets persistants de la pandémie de COVID-19, les inégalités et la pauvreté se sont aggravées. La faim et la malnutrition sont en augmentation. Les besoins humanitaires et les déplacements de population atteignent des niveaux record. Et les catastrophes climatiques et environnementales plongent le monde dans un risque systémique et existentiel des plus graves. Pour venir à bout de ces fléaux qui sont des menaces réelles à la paix et à la sécurité internationales ainsi qu'un obstacle majeur à la prospérité et au progrès des Nations, il est évident que la mutualisation des énergies et une approche multilatérale dans la confiance réciproque et la solidarité sont des atouts majeurs et indispensables.

Monsieur le Président,

Le maintien de la paix et de la sécurité internationale constitue le fondement et l'objectif primordial de la création de l'Organisation des Nations Unies. Ceci requiert plus de détermination et d'engagement de tous face à toute menace contre la paix et la sécurité dans le monde. Les peuples africains ne comprennent pas souvent l'attitude équivoque, la politique de deux poids deux mesures, les ambiguïtés et atteroiements de notre Organisation, plus particulièrement de son Conseil de sécurité dans certaines crises politiques et sécuritaires graves qui sévissent en Afrique, parfois depuis plusieurs décennies. C'est le cas notamment de la crise oubliée du Sahara occidental qui déchire deux pays frères, l'Algérie et le Royaume du Maroc et dure depuis plusieurs décennies.

C'est aussi celui du Mozambique victime d'attaques terroristes meurtrières depuis environ une décennie dans la province de Cabo Delgado. C'est la situation en Afrique de l'Ouest, dans la Région sahélo-saharienne, où les troupes des Nations Unies se retirent lassées derrière elles le souvenir de l'inachevé alors qu'elles incarnaient tous les espoirs de libération des peuples des pays concernés des gri-efs

du djihadisme.

La République du Soudan n'en fait pas exception. Elle s'enlise dans une guerre civile meurtrière opposant depuis l'année dernière, les militaires fidèles au Président Abdel Fatah Al Buran aux Forces paramilitaires de soutien rapide qui sont sous le commandement du Général Mohamed Hamday Dagalo. Cette guerre a déjà causé beaucoup de morts et d'importants dégâts matériels. La communauté internationale est quasiment indifférente à la tragédie soudanaise.

C'est ici le lieu d'aborder une question d'une importance capitale pour la République démocratique du Congo et pour la consolidation de la paix dans notre région. Il s'agit du retrait de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) de notre territoire.

Après plus de deux décennies de présence, il est temps pour notre pays de prendre pleinement son destin en main et de devenir le principal acteur de sa propre stabilité. Nous sommes reconnaissants envers la communauté internationale et les Nations Unies pour leur soutien et leur partenariat, mais nous sommes également conscients que le retrait progressif de la MONUSCO est une étape nécessaire pour consolider les progrès que nous avons déjà réalisés.

Cependant, il est à déplorer que les missions de maintien de la paix déployées — sous une forme ou une autre — depuis vingt-cinq ans en République Démocratique du Congo n'aient pas réussi à faire face aux rébellions et conflits armés qui déchirent la République Démocratique du Congo et la région des Grands Lacs ni à protéger les populations civiles. Aussi, le projet de retrait échelonné, responsable et durable de la MONUSCO, annoncé depuis 2018 et dont le plan de transition a été adopté en

2021, devient-il anachronique au regard de l'évolution des contingences politiques, sécuritaires et sociales actuelles? Il est donc illusoire et contreproductif de continuer à s'accrocher au maintien de la MONUSCO pour restaurer la paix en République Démocratique du Congo et stabiliser celle-ci.

Par ailleurs, l'accélération du retrait de la MONUSCO devient une nécessité impérieuse pour apaiser les tensions entre cette dernière et nos concitoyens. Il est temps pour mon pays d'explorer de nouveaux mécanismes de collaboration stratégique avec les Nations Unies, d'avantage en phase avec nos réalités actuelles.

C'est pourquoi, en ma qualité de garant constitutionnel de l'intégrité territoriale, de la souveraineté et de l'indépendance de mon pays, de la bonne tenue de notre Nation ainsi que du bien-être de mes concitoyens, j'ai instruit le Gouvernement de la République d'entamer des discussions avec les autorités onusiennes pour un retrait accéléré de la MONUSCO de la République Démocratique du Congo en ramenant le début de ce retrait progressif de décembre 2024 à décembre 2023.

Tel est le sens profond de la démarche actuelle de notre Gouvernement qui a adressé un courrier au Président du Conseil de Sécurité des Nations Unies en date du 1er septembre 2023 sollicitant l'accélération du retrait de la MONUSCO.



Le Président de la République mercredi à la tribune des Nations Unies

En sus du retrait accéléré de la MONUSCO, la République Démocratique du Congo réitère sa demande au Conseil de sécurité de l'O.N.U de sanctionner toutes personnes physiques et morales reconnues comme auteurs, coauteurs et complices, matériels et intellectuels des crimes de guerre et contre l'humanité ainsi que des violations graves des droits de l'Homme, du droit international et de la Charte des Nations Unies sur le territoire congolais.

Il est injuste et inadmissible que des personnes citées comme responsables des crimes graves susmentionnés dans les différents rapports des experts de l'O.N.U elle-même, sur la situation sécuritaire en RDC, restent impunies dans le silence total de notre Organisation et de ses membres qui placent, pourtant, la lutte contre l'impunité parmi leurs priorités en matière de gouvernance interne et externe. À ce sujet, le Gouvernement de la RDC salue chaleureusement les sanctions que vient d'infliger le Gouvernement des États-Unis d'Amérique au Rwanda pour son soutien au groupe terroriste du M23 et à un de ses hauts dignitaires impliqués dans les aventures criminelles au Congo. Pour rappel, ce groupe terroriste, supplétiif du Rwanda ne respecte aucun des engagements conclus par les Chefs d'Etat de la Région dans le cadre des processus de

Luanda et de Nairobi. En effet, non seulement ils n'ont pas quitté les positions conquises, mais ils continuent à massacrer les populations civiles et refusent le pré-cantonement et le cantonnement, exigeant un dialogue qui ne leur sera jamais accordé.

La RDC espère que les autres États suivront ce bon exemple montré par les États Unis d'Amérique de soutien à la lutte commune contre l'impunité et au triomphe des idéaux de justice et de solidarité entre les Peuples.

Le Gouvernement congolais attend de la prochaine réunion du Conseil de sécurité qu'il accorde une attention particulière à sa requête et qu'il soit constructif dans la gestion du processus délicat et laborieux de paix dans notre pays.

Monsieur le Président,

Un autre défi qui préoccupe au plus haut point toutes les nations du monde est celui du réchauffement de notre planète. Point n'est encore besoin de rappeler que l'augmenta-

tion de la température depuis quelques décennies affecte la vie de toute l'humanité et nous préoccupe tous.

Cependant, force est de relever qu'en dépit des proclamations de foi des pollueurs en faveur de l'arrêt de l'émission des gaz à effet de serre, de multitude des fora organisés à travers le monde pour combattre ce fléau dont les 27 C.O.P (Conférences des pays membres de la Convention de l'ONU pour la lutte contre les changements climatiques) et de multiples résolutions et recommandations adoptées à ces différentes instances, le réchauffement de la planète est loin de se main tenir à 1,5 degré Celsius. Bien au contraire à la COP27 tenue à Sharm-El-Sheik, en Égypte cette année, des inquiétudes se sont manifestées sur une tendance à la hausse de cette température.

Ce constat peu rassurant appelle sans doute à la révision de nos approches et des politiques adoptées. Dans ce cadre, le Sommet Africain sur le Climat qui vient de se tenir à Nairobi au Kenya sous la direction conjointe de l'Union Africaine et de la République du Kenya, du 4 au 7 septembre de cette année, a été une initiative salutaire et très opportune qui traduit la détermination de l'Afrique à participer activement au traitement de cette question vitale et de compter désormais comme un poids lourd incontournable dans la solution au réchauffement planétaire et de l'économie du futur plus verte et responsable.

Les Africains sont sortis du Sommet avec un cahier des charges commun contenu dans la Déclaration de Nairobi et axé notamment sur la réforme de l'architecture du système financier international pour plus d'équité, la restructuration et l'allègement des dettes de leurs pays, la transformation locale de leurs produits et la mise en place d'un régime de taxation du carbone incluant une taxe sur le commerce des combustibles fossiles ainsi que sur le transport maritime et aérien. Ils ont rappelé également aux riches pollueurs un engagement pris en 2009, mais non encore honoré jusqu'à ce jour, de fournir 100 milliards de dollars américains en financement climatique. La République Démocratique du Congo demande aux

Nations Unies et à l'ensemble de la communauté internationale de prêter une attention particulière aux

revendications légitimes de l'Afrique. Dans ce cadre, mon pays appelle à la création d'un marché carbone équitable et des prix incitatifs tout en renforçant l'efficacité des financements climatiques. Il espère une opérationnalisation rapide de l'article 6 de l'Accord de Paris et soutient l'idée des partenariats mutuellement bénéfiques entre l'État et les secteurs publics.

C'est dans la même logique que la République Démocratique du Congo réitère sa disponibilité de coopérer avec tout partenaire public ou privé pour mettre en valeur ses minerais stratégiques en vue de la transition écologique et a pris des engagements courageux, notamment ceux de consacrer 30 % de la superficie de son territoire national à la préservation de la biodiversité et de déposer une Contribution Prévue Déterminée (CPD) comportant des mesures d'atténuation axées sur quatre secteurs prioritaires : l'agriculture, les forêts, l'énergie et les transferts de technologie ainsi que des mesures d'adaptation.

Monsieur le Président,

Le multilatéralisme et le respect d'un système mondial fondé sur des règles ont soutenu la paix, la sécurité, la santé et la prospérité dans de vastes parties du monde depuis soixante-dix-huit ans. Les Nations Unies incarnent ces principes et restent un acteur indispensable pour faire face aux menaces existentielles contemporaines, qu'il s'agisse de la crise alimentaire actuelle, du changement climatique, du terrorisme ainsi que des pandémies ou de la prolifération nucléaire. Aucune de ces menaces mondiales critiques ne peut être résolue par des nations agissant, seules, aussi puissantes soient-elles. Tout cela exige une coopération multilatérale.

Pour conserver la confiance de la communauté internationale, l'Organisation des Nations Unies doit montrer qu'elle est capable de s'adapter au temps présent et de relever avec efficacité et responsabilité les défis d'aujourd'hui. Aussi, pour donner un nouveau départ au multilatéralisme, la réforme de la Charte des Nations unies sur les points clés - Conseil de sécurité, veto, chapitre VII, recours à la force —

(Suite à la page 12)

Cap vers les élections 2023 : après les partis et regroupements, la CENI échange avec les acteurs de la Société civile

A la CENI (Commission électorale nationale indépendante), tout est mis en place pour réussir le rendez-vous électoral de décembre prochain. Ainsi, le bureau de la CENI multiplie des rencontres dans le cadre de concertation avec toutes les parties prenantes. Après des échanges avec les partis et regroupements, c'était le tour jeudi des représentants de la Société civile. «Aujourd'hui, au quatrième cycle, les Congolais aspirent aux élections de qualité et la CENI actuelle n'a pas la prétention d'atteindre la perfection mais elle fait tout ce qui est en son pouvoir pour une évolution positive de notre jeune démocratie», a lancé Denis Kadima, président de la CENI.

Le Président de la CENI, Denis Kadima Kazadi, a exhorté jeudi les participants au cadre de concertation avec la Société civile, aux représentants des ONG, des confessions religieuses et des médias, à la salle de spectacles du Palais du peuple, à tout mettre en œuvre pour véhiculer un message positif afin de sensibiliser le plus grand nombre au processus électoral en cours.

L'aboutissement étant l'organisation des élections dont la première phase est celle du 20 décembre 2023, le numéro un de la Centrale électorale a sollicité l'accompagnement de chaque couche de la population pour parvenir à faire avancer notre démocratie, à travers un comportement citoyen. Mettant en pratique des valeurs et principes démocratiques qui recommandent entre autres

l'apaisement.

«La Commission électorale nationale indépendante organise ce jour le cadre de concertation dans le but de mettre à la disposition des organisations non gouvernementales, les confessions religieuses et les médias toutes les informations sur le processus électoral et plus particulièrement sur le Dispositif électronique de vote (DEV) qui fut appelé par le passé Machine à voter, la loi consacre maintenant ce nom. La CENI se plie à cet exercice parce qu'elle vous considère comme partenaires privilégiés dans l'éducation électorale des électeurs. Grâce à vos initiatives et activités, tout électeur pourra se présenter, bien préparé, dans les différents bureaux de vote en vue d'y effectuer un choix informé. Vous êtes un maillon important dans la participation des

électeurs aux quatre scrutins prévus le 20 décembre prochain, principalement l'élection des conseillers communaux dans les chefs-lieux de provinces. Cette élection revêt une importance particulière parce qu'elle participe à l'instauration graduelle d'une vraie décentralisation en RDC. La phase du scrutin est un moment important pour les ONG, les confessions religieuses, les médias, qui jouent un rôle positif afin que les citoyens électeurs puissent s'organiser et se mobiliser efficacement pour appuyer leur candidat, adopter un comportement adéquat pour une élection pacifique, accepter les résultats et tolérer la concurrence et l'opposition. Toutefois, j'aimerais attirer l'attention de ceux d'entre vous qui seront des observateurs électoraux : il ne faut pas confondre l'activisme politique au contrôle citoyen non partisan des élections qui est une pratique permettant de renforcer la confiance et la transparence du processus lorsqu'il suit une méthodologie systématique assurant l'objectivité et la neutralité politique. Par exemple on ne peut pas être observateur et demander aux électeurs d'afficher un comportement illégal. Donc il faut être bien informé en tant qu'ob-

servateur et savoir les limites en respectant un code de conduite. C'est un exercice très responsable et si on n'y prend garde jouant plusieurs rôles, on peut tomber dans certains pièges. Parce que n'oubliez pas que les observateurs nationaux sont avant tout des électeurs, avec une préférence. Parfois quand ils font une observation s'ils ne sont pas professionnels ou bien formés et informés, ils risquent de commencer à jouer le jeu des politiciens et prenant position sur des matières pour lesquelles un observateur doit observer un certain droit de réserve jusqu'à ce qu'il puisse tirer ses conclusions. C'est très important que chacun puisse jouer sa partition avec toute la responsabilité requise. Parce que ce processus, je ne cesse de le dire, n'est pas celui de la CENI mais un peuple congolais», a indiqué Denis Kadima.

Denis Kadima a laissé parler son cœur faisant œuvre de pédagogie pour appeler les uns et les autres au patriotisme afin que chacun joue sa partition dans ce processus qui nous concerne tous collectivement.

«La machine logistique de la CENI tourne à plein régime et contrairement à certaines rumeurs, les préparatifs sont très avancés. Quand vous faites la logistique électorale, il y a une partie qui est visible et une autre qui ne l'est pas. Quand nous faisons des commandes, et la fabrication des équipements est en cours, nous suivons leur évolution et sommes en contact avec nos fournisseurs et le travail se fait. Ma crainte, c'est cette démobilitation quand on parle aux gens en disant que la CENI n'est pas prête parce qu'elle n'a pas reçu l'argent, il y en a même qui a dit qu'à l'Ogrefrem on n'a pas vu des documents d'importation de la CENI, ils comprennent même pas comment nous fonctionnons. Je ne souhaiterais pas que ces rumeurs aillent démobiler les gens, parce qu'on parle toujours d'un taux de participation trop bas à nos élections. Parfois nous ne savons pas que nous en sommes la cause. Lorsqu'on dit aux gens que ça ne sera pas prêt et que cette équipe va frauder, certaines personnes vont se dire pourquoi je dois aller participer à ces élections ? Finalement on n'atteint pas les résultats escomptés. La CENI compte beaucoup sur les ONG, les confessions religieu-

ses, les médias pour véhiculer un message correct, car notre objectif c'est d'organiser une élection crédible et apaisée avec une forte participation pour que le choix du peuple soit reflété dans les résultats que nous allons communiquer. La RDC est à son quatrième cycle électoral et si en 2006, lors du premier, la priorité était d'organiser des élections, aujourd'hui, au quatrième cycle, les Congolais aspirent aux bonnes élections. La CENI actuelle n'a pas la prétention d'atteindre la perfection mais elle fait tout ce qui est en son pouvoir pour qu'il ait une évolution positive de notre jeune démocratie. La CENI veut établir de nouveaux standards basés sur des valeurs et principes directeurs de la démocratie. Nous voulons que ceux qui viendront après nous voient en nous une équipe à émuler plutôt qu'une équipe qui a montré un mauvais exemple. Que nos successeurs puissent tenter de dépasser ce que nous avons réalisé. Le temps nous est compté et la CENI est résolument engagée en partenariat avec vous afin d'offrir aux Congolais des élections de qualité...», a-t-il indiqué.

L'attention soutenue dont ont fait montre les participants aux exposés d'Eddy KISILE, Directeur juridique, Joseph Senda, Directeur des opérations électorales et Yves KOTHA, Directeur informatique), témoigne de l'intérêt manifesté aux différents sujets développés. Ils ont apporté un éclairage notamment sur la publication des listes électorales, la cartographie des bureaux de vote, les accréditations des témoins, des observateurs et des journalistes, ainsi que le processus de vote et de dépouillement y compris la notion du seuil légal de représentativité et de l'utilisation du DEV, autrefois machine à voter.

Le représentant de l'IFES (Fondation internationale pour les systèmes électoraux), partenaire technique de la CENI, s'est félicité de l'organisation de ces différents cadres de concertation qui permettent de maintenir le contact, au moyen des échanges utiles, avec les différentes parties prenantes au profit électoral.

Aux interventions d'ordre classique a succédé une séance interactive, un jeu de questions-réponses, qui a apporté la lumière sur quelques préoccupations soulevées.

Avec CELCOM/CENI

Matata, Grobler et Deogratias Mutombo ce lundi 25 septembre devant la Cour constitutionnelle

Republique Démocratique du Congo

Cour Constitutionnelle
Greffe pénal

EXTRAIT DE ROLE

La Cour constitutionnelle, siégeant en matière répressive, appellera à son audience publique de ce lundi 25 Septembre 2023 à 13 heures précises, l'affaire suivante :

AFFAIRE EN CONTINUATION

1°. R.P 0002 : M.P C/ Messieurs MATATA PONYO Augustin, GROBLER CRISTO Stephanus et MUTOMBO NYEMBO Deogratias.

Fait à Kinshasa, le 24 septembre 2023

LE GREFFIER PRINCIPAL
Théophile SASA NIANGA
Directeur

Du beau monde à l'ouverture à Abidjan de la 9^{ème} édition du Forum Makutano

La 9^{ème} édition du forum Makutano, organisé les 20 et 21 septembre 2023, à Abidjan (Côte d'Ivoire), a réuni du beau monde. Pour la circonstance, le Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge, a fait le déplacement de la capitale, avec dans sa suite, le vice-Premier ministre en charge

de l'Economie, Vital Kamerhe, le ministre des Finances, Nicolas Kazadi, et celui du Commerce extérieur, Jean-Lucien Bussa. En délocalisant avec Abidjan l'édition 2023 du forum Makutano, son initiatrice, Nicole Sulu, a réussi son coup, en jetant le pont entre Kinshasa et Abidjan.

Le Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge, a représenté la RDC, comme un pays aux multiples opportunités d'investissements et d'échanges commerciaux dans tous les secteurs socio-économiques, à l'ouverture mercredi à Abidjan, en Côte d'Ivoire, de la 9^{ème} édition du forum Makutano, spécialement délocalisé vers la capitale ivoirienne.

Arrivé mardi 19 septembre 2023, dans la soirée à Abidjan, le Premier ministre Sama Lukonde a pris la parole, mercredi 20 septembre, à l'ouverture de ce forum.

Devant son homologue ivoirien et des membres de son Gouvernement, des Directeurs généraux des entreprises et des représentants du Secteur privé de la RDC et de la Côte d'Ivoire, sans oublier plusieurs personnalités et décideurs du secteur économique, le Premier ministre Sama Lukonde a, d'entrée de jeu, rendu un vibrant hommage aux deux Chefs d'Etat, en l'occurrence le Président Alassane Ouattara de la Côte d'Ivoire et le Président Félix Tshisekedi

de la RDC pour leur ferme engagement à œuvrer continuellement ensemble et de manière concertée en faveur de l'intégration du continent.

Le Chef du Gouvernement a, par ailleurs, présenté les multiples opportunités qu'offre la RDC en matière d'investissement.

«Les potentialités de mon pays, sa position géostratégique au cœur de l'Afrique, et son appartenance à plusieurs zones économiques lui confèrent une place de choix comme 'Pays solution' et lui permettent d'ouvrir sa coopération à l'Afrique et au monde. Pour jouer pleinement ce rôle de pays solution, mon pays, la RDC, a pris un train des mesures en vue d'assainir le climat des affaires. Il s'agit notamment des réformes substantielles visant la promotion du climat des affaires, d'abord au travers le renforcement de la transparence et la bonne gouvernance, ensuite par la promulgation de lois incitatives au secteur du commerce extérieur telle la Stratégie de Promotion des Exportations et de Diversification des marchés afin de faciliter les échanges et dynamiser les prin-



cipales filières d'exportation. La tâche est désormais de relever le formidable défi de la reconstruction de notre économie et la réparation des dommages considérables causés par plusieurs années de guerre», a déclaré le Premier ministre.

Selon lui, le forum Makutano est le lieu «idéal» pour renforcer les partenariats publics privés et saisir des opportunités économiques et sociales de part et d'autre dans le cadre de partenariats stratégiques gagnant-gagnant.

«Je crois qu'ensemble,

nous pouvons constituer un espace de codéveloppement industriel, agricole et technologique plus performant dans un monde en pleine recomposition. L'avenir du monde se joue en Afrique de par son potentiel, la jeunesse et le dynamisme de sa population, la richesse de sa biodiversité etc. et le secteur privé y a un rôle majeur, ne passons pas à côté du rendez de l'Histoire», a-t-il martelé.

La 9^{ème} édition de ce grand rendez-vous économique d'affaires tourne autour du thème : «Émergence de la Nouvelle Génération en ma-

tière des échanges commerciaux intra-africains». Ce prestigieux événement et réseau d'affaires en Afrique centrale, qui a lieu pour la première fois en dehors de Kinshasa, a réuni plus de 150 personnalités dont des membres du Gouvernement Sama, des décideurs publics, des dirigeants du secteur privé ainsi que des leaders de la Société civile. Il a pour objectif de contribuer à l'éclosion du potentiel commercial intra-Africain inexploité, évalué à environ 22 milliards USD.

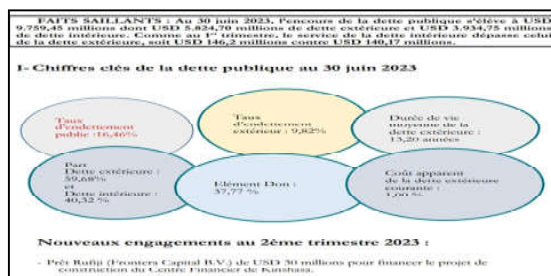
AVEC CELCOM/PRIMATURE

Dettes intérieure, créances BCC et arriérés marchés publics croulent l'Etat

Selon un rapport de la Direction générale de la dette publique (DGDP, ex-OGEDEP), daté de septembre 2023, le service de la dette intérieure, au 30 juin 2023, dépasse celui de la dette extérieure, soit 146,2 millions USD contre 140,17 millions USD. La Banque centrale y est pour beaucoup, note le rapport.

Selon les données de la DGDP, l'encours de la dette publique s'élève, en effet, à près de 10 milliards USD, soit 9.759,45 millions USD dont 5.824,70 millions USD de dette extérieure contre 3.934,75 millions USD.

La DGDP renseigne que l'engagement le plus significatif au cours du second trimestre 2023 demeure le prêt Rufiji (Frontera Capital BV) de 30 millions USD pour financer le projet de construction du Centre financier de Kinshasa. Toutefois, la DGDP note que l'encours de la dette intérieure va crescendo depuis 2020 par rapport au Produit intérieur brut (PIB). Plus de 50% du stock de la dette intérieure sont constitués des



créances de la Banque centrale du Congo (BCC). Au 30 juin 2023, ces créances étaient de plus de deux (2) milliards de dollars US (2.008.699.503 USD).

Depuis des années, la Banque Centrale ne tient plus qu'à deux ficelles, résistant grâce aux frais financiers et subventions qu'elle perçoit du Gouvernement pour son équilibre. «Cependant, pour les intérêts titrisés de la BCC, la commission Ecoûn de l'Assemblée nationale a déjà relevé le non-respect par le gouvernement des clauses de la convention sur la recapitalisation de la BCC, le cur

le gouvernement au risque que cette dernière connaisse des dif-

ficultés de fonctionnement (...), souligne le rapport.

Ainsi, les montants des intérêts payés chaque année par le Trésor public à la BCC au titre de frais financiers sur la créance titrisée ne respecte pas l'esprit des dispositions de la convention signée en 2011 et évolue en mode yo-yo. Il sied ici de rappeler que les frais financiers comprennent des intérêts sur les dettes intérieures et extérieures. Les intérêts sur la dette inté-

rieure englobent les intérêts sur la dette financière intérieure. Les intérêts moratoires et les intérêts titrisés.

Les frais financiers de la dette extérieure comprennent les intérêts sur les dettes du Club de Paris (dette publique), du Club de Londres (dette commerciale), du club de Kinshasa (fournisseurs locaux) ainsi que des intérêts sur la dette multilatérale.

AVEC APA

II-Evolution de l'encours de la dette publique de 2020 au 2^{ème} trimestre 2023 :

(En millions USD)

	2021	2022	TR1- 2023 (a)	TR2-2023 (b)	variation (a) et (b)
Dette publique	7 385,03	9 499,87	9404,40	9 759,45	3,78%
DP en % du PIB	14,91%	16,02%	15,86%	16,46%	0,60%
Dette Extérieure	4 867,98	5 659,32	5428,69	5 824,70	7,29%
dont arriérés techniques	157,28	157,63	157,43	157,63	0,13%
DE en % du PIB	9,83%	9,54%	9,15%	9,82%	0,67%
DE-Part en %	65,91%	59,57%	57,73%	59,68%	1,96%
Dette Intérieure	2 517,05	3 840,54	3975,71	3 934,75	-1,03%
DI en % du PIB	5,08%	6,48%	6,70%	6,64%	-0,07%
DI-Part en %	34,09%	40,43%	42,27%	40,32%	-1,96%
Dette Publique (Milliards de CDF)	14 769,87	19 150,69	23 491,15	24 378,04	3,78%

Grâce à la vigilance du DG de l'ARSP

Sous-traitance : des actionnaires congolais récupèrent 51 % des parts dans « Congo Engineering Contracting SAS »

L'Autorité de régulation de la sous-traitance dans le secteur privé (ARSP) s'est totalement investie dans l'émergence d'une classe moyenne d'entrepreneurs congolais, s'appuyant sur le leadership fort qu'incarne son Directeur général, Miguel Kashal Katemb. C'est grâce

à sa vigilance que des actionnaires congolais viennent de récupérer 51% des parts dans la société « Congo Engineering Contracting SAS », qui réalise en moyenne 60 millions USD de chiffres d'affaires par an.

ECONEWS

Gâce à l'accompagnement de l'ARSP, qui s'inscrit dans la vision «Le peuple d'abord», prônée par le Chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, un accord transactionnel vient d'être signé entre le sujet chinois arrêté il y a dix jours et des entrepreneurs congolais, actionnaires dans la société Congo Engineering Contracting SAS.

En effet, ces Congolais viennent de recouvrer leurs droits en récupérant des parts dans cette société, opérant dans le secteur de la sous-traitance.

En démantelant la fraude dans laquelle baignait cette société où des Congolais se faisaient rouler par des dirigeants dans le secteur de la sous-traitance en RDC, le DG Miguel Kashal Katemb a donc privilégié l'intérêt commercial de deux parties en conflit, en faisant relaxer le sujet chinois aux arrêts après paiement des amendes transactionnelles devant les instances judiciaires congolaises.

NOUVEAU DÉPART

C'est un nouveau départ après un arrangement à l'amiable entre les associés chinois et congolais de la société Congo Engineering Contracting SAS qui étaient en conflit dans une affaire avérée de prête-nom. Cette affaire avait, d'ailleurs, conduit le sujet chinois, mis en cause, à la prison centrale de Makala pour violation flagrante de la loi sur la sous-traitance.

C'est ce qui justifie une séance de travail présidée par le DG de l'ARSP, l'honorable Miguel Kashal Katemb, qui a mis autour d'une table les parties en conflit, au siège national de cet établissement public.

Par cette solution à l'amiable, le DG Miguel Kashal a donc mis en avant l'intérêt commercial de deux parties, en associant dans ces discussions la Commission de la FEC, des représentants de TFM et Kisanfu, deux sociétés principales qui ont accordé des marchés estimés à 60 millions de dollars américains à Congo Engineering Contracting SAS.

Avec cet arrangement, des Congolais, autrefois roulés dans la farine, ont récupéré 51% des actions de cette société de sous-traitance.

« C'est une grande



Réunion de concertation autour du DG Miguel Kashal.

première dans le secteur de la sous-traitance en RDC. M. Fu a finalement accepté de signer conjointement un acte transactionnel pour mettre fin à ce litige et remettre les trois Congolais dans leurs droits tel que la Loi sur la sous-traitance le prévoit, notamment 51% pour les autochtones et 49 pour les expatriés », a indiqué le DG de l'ARSP.

Un sentiment de satisfaction pour le délégué de la Fédération des entreprises du Congo (FEC), qui a salué l'action de l'ARSP dans le dénouement de ce contentieux. « Ce problème a été porté à l'attention de l'ARSP qui, dans ses attributions, a le droit de remettre les pendules à l'heure et nous sommes venus assister comme témoin », a déclaré M. Lemy

Ilondo, délégué de la FEC.

Par l'aboutissement heureux de cette affaire, le DG de l'ARSP dit s'aligner derrière la vision ultime du Chef de l'Etat, «Le peuple d'abord».

« Ces Congolais qui, jadis étaient des associés figurant, viennent aujourd'hui d'avoir 51% de part sur le chiffre d'affaires qui de 60 millions de dollars US. C'est le combat du Président de la

République, c'est la matérialisation de sa vision 'Le peuple d'abord' qui est le contrat social du Président de la République, Chef de l'Etat », a dit l'honorable Miguel, soulignant que « ceci doit servir d'exemple aux autres sociétés qui ont encore du mal à se conformer aux prescrits de la Loi sur la sous-traitance en République Démocratique du Congo ».



Entre les actionnaires chinois et congolais de Congo Engineering Contracting SAS, la hache de guerre est définitivement enterrée

Ce que les Congolais Kinois du discours de Félix Tshisekedi à la 78^e Assemblée générale de l'ONU

Le discours du Président de la République, mercredi à la tribune de la 78^e session ordinaire des Nations Unies, est diversement apprécié à Kinshasa. Si la plupart des Congolais, interrogés à Kinshasa, ont apprécié le ton ferme du Chef de l'État, certains pensent plutôt que la Mission onusienne en RDC, Monusco, doit encore rester pour aider la RDC à organiser les élections de décembre prochain. ACP a recueilli une série de témoignages.

ECONEWS AVEC ACP

Le discours prononcé mercredi à New York par le Président Félix Tshisekedi est commenté de diverses manières à Kinshasa, siège des institutions. **Jules Mavaka**, chauffeur dans le transport en commun, n'est pas d'accord avec le Président qui veut un départ rapide de la Monusco. Il estime que la Monusco a encore une aide à apporter au pays surtout pendant les élections : « La Monusco doit partir, oui parce qu'elle ne joue pas son rôle. Mais elle ne doit pas partir maintenant parce qu'elle nous aide dans beaucoup d'autres choses. Pour les élec-

tions, elle nous aide avec ses avions pour le transport des matériels. Qu'on la laisse jusqu'à après les élections, puis elle pourra partir ».

Sur le départ de la Monusco, Jérémie Mongo, un cambiste, apprécie totalement la démarche de Félix Tshisekedi « Tu invites quelqu'un à garder ta parcelle mais tu constates qu'il ne le fait pas. Que vas-tu faire ? Tu vas le renvoyer. Le garant de la Nation a vu que la Monusco ne fait rien et veut qu'ils partent, qu'on résilie le contrat. Moi aussi je demande qu'ils partent. Je ne vois pas ce qu'ils font ».

Pour **Daniel Ndima**, un retraité de la Fonction pu-



Discours du Président de la République mercredi à la tribune de la 78^e session ordinaire de l'ONU.

blique, les vrais ennemis de la RDC sont les grandes puissances étrangères et qui sont membres de l'ONU. Félix Tshisekedi a bien fait de les dénoncer, dit-il. « Il le répète à maintes reprises, mais ils ne font rien. Comme le Président de la République est au siège de l'ONU, il doit parler à ceux qui soutiennent les ennemis du Congo. Ils sont connus. C'est depuis belle lurette que ce conflit a commencé, depuis l'époque de Mobutu. Les gens meurent tout le temps mais il n'y a pas de changement.

C'est eux qui les soutiennent. Le président doit leur parler. Nous allons l'appuyer ».

Le volet élections, c'est ce qui a intéressé ce jeune dans le speech de Félix Tshisekedi à l'ONU. Le fait pour le Président de la République de confirmer la tenue des élections pour décembre 2023 apaise les Congolais, note **Dieumeri Mbuyi**, un commerçant ambulancier : « Pour moi, le Chef de l'État a bien parlé. Si le chef de l'État avait affirmé qu'il n'y aurait pas élections on aurait enre-

gistré des troubles à cause de nos partis politiques. Nous congolais nous ne nous aimons pas. Pourtant nous devons être unis. Si le chef de l'État avait dit qu'il n'y aurait pas élections ça allait être mal vue ».

Dénoncer devant la face du Monde à l'ONU l'agression du Rwanda contre la RDC comme l'a fait Félix Tshisekedi est une preuve de courage à en croire le juriste **Josué-Cicéron Doko** : « Il a dénoncé le Rwanda par le billet de son président Paul Kagame. Comme l'a toujours dit le Chef de l'État, nous Congolais nous ne sommes pas contre les Rwandais, ils sont nos frères africains. Nous sommes tous citoyens africains. Mais nous sommes contre leur dirigeant Paul Kagame qui ne fait que couler beaucoup de sang à l'Est du pays et le chef de l'État Félix Tshisekedi n'a pas eu froid aux yeux pour dénoncer cela et moi je n'ai qu'à applaudir le Chef de l'État ».

Orange RDC et Airtel RDC, au travers de leur co-entreprise Mawezi, font atterrir le câble sous-marin 2Africa en RDC au large de Muanda

Orange RDC & Airtel Congo RDC au travers de leur co-entreprise Mawezi RDC SA a fait atterrir le câble sous-marin 2Africa en République Démocratique du Congo au large de Muanda. 2Africa, sera le plus grand projet de câble sous-marin au monde, qui va relier 33 pays à partir de 2023 et va offrir un service internet plus rapide et plus fiable à chaque pays où il sera installé.

Réunis autour de Meta (anciennement Facebook), le consortium 2Africa, composé d'opérateurs de télécommunication China Mobile International, Bayobab (anciennement MTN Global Connect), Orange, Center3 (anciennement STC), Telecom Egypt, Vodafone et WIOCC, a posé, le 21 septembre 2023, le câble 2Africa en République Démocratique du Congo, aux larges de la côte de Muanda dans la province du Kongo-Central.

2Africa sera le plus grand projet de câble sous-marin au monde, qui va relier 33 pays à partir de 2023 et va offrir un service internet plus rapide et plus fiable à chaque pays où il sera installé.

L'arrivée à Muanda fait suite à des atterrages africains réussis à Port-Saïd en Egypte, à Pointe Noire en République du Congo et à Nacala au Mozambique plus tôt cette année.

Avec ce câble sous-marin, plus de trois milliards de personnes à travers les 3 continents (l'Afrique, l'Asie et l'Europe) seront connectés, offrant ainsi un



potentiel économique qui devrait à terme décupler, favorisant ainsi le transfert de données et développant les opportunités commerciales en République Démocratique du Congo mais également dans toute l'Afrique.

Mawezi RDC SA, issu de l'alliance de Orange RDC et Airtel Congo RDC SA, est partenaire d'atterrage pour la République Démocratique du Congo et a la responsabilité de s'assurer de l'obtention de toutes les différentes autorisations en amont de l'atterrage du câble, construire la station

d'atterrage mais également exploiter la station en mode d'accès ouvert pour faire profiter tous les acteurs de l'internet de ces capacités internationales additionnelles. Nous vivons donc aujourd'hui une échéance importante pour le projet 2Africa en République Démocratique du Congo qui en fait un élément d'infrastructure essentiel pour la transformation numérique du pays et sa connectivité avec le reste du monde.

Mawezi RDC SA s'est associée à Meta, partenaire d'atterrage (landing party) du

câble sous-marin 2Africa en République démocratique du Congo. Meta en tant que partie prenante a été le principal investisseur dans la planification et la préparation de l'arrivée puis de l'exploitation du câble en RDC.

La Directrice Générale Madame Laetitia Molasoko N'Singa de Mawezi RDC SA a déclaré : « Je suis extrêmement fière de voir aboutir ce projet qui va permettre d'améliorer l'accès à internet haut débit et d'accélérer les ambitions du Plan National du Numérique de son Excellence Mr Félix Antoine Tshisekedi ».

A travers ce partenariat, Orange RDC et Airtel Congo RDC SA renforcent leur ambition d'améliorer l'inclusion digitale et le développement en République Démocratique du Congo.

À PROPOS D'AIKTEL AFRICA

Airtel Africa est l'un des principaux fournisseurs de services de télécommunications et d'argent mobile, présent dans quatorze pays d'Afrique, principalement en Afrique de l'Est, en Afrique Centrale et en Afrique de l'Ouest.

Airtel Africa propose à ses abonnés un ensemble intégré de solutions de télécommunications, notamment des services de téléphonie mobile de voix et données, ainsi que des services d'argent mobile, tant au niveau national qu'international.

A PROPOS DE ORANGE RDC

Orange RDC est une filiale du Groupe Orange. Elle bénéficie de la confiance de plus de 15 millions d'abonnés. Orange RDC participe au développement économique et humain de la RDC par son engagement en faveur de l'inclusion numérique et social, de même que sa proximité avec les populations congolaises. www.Orange.cd

Orange est l'un des principaux opérateurs de télécommunication dans le monde, avec un chiffre d'affaires de 43,5 milliards d'euros en 2022 et 136.000 salariés au 30 juin 2023, dont 74.000 en France. Le Groupe servait 291 millions de clients au 30 juin 2023, dont 246 millions de clients mobile et 24 millions de clients haut débit fixe. Le Groupe est présent dans 26 pays. Orange est également l'un des leaders mondiaux des services de télécommunication aux entreprises multinationales sous la marque Orange Business. En février 2023, le Groupe a présenté son plan stratégique «Lead the Future», construit sur un nouveau modèle d'entreprise et guidé par la responsabilité et l'efficacité. «Lead the Future» capitalise sur l'excellence des réseaux afin de renforcer le leadership d'Orange dans la qualité de service. Orange est coté sur Euronext Paris (symbole ORA) et sur le New York Stock Exchange (symbole ORAN).

Avec APO



Suka na Boule!

RENDEZ-VOUS
VENDREDI 29 SEPTEMBRE

SUR NOTRE SITE INTERNET



www.sukanaboule.cd

POUR DÉCOUVRIR
LES 520 PROJETS RETENUS
SUR 22.253 SOUMMISSIONS.

    | [sukanaboule](https://www.sukanaboule.cd)

Rwanda : le président Paul Kagame candidat à un quatrième mandat en 2024

Dans un entretien au magazine « Jeune Afrique », le chef de l'État a annoncé sa candidature à la présidentielle de 2024 dans ce pays de la région des Grands Lacs.

« Je suis heureux de la confiance que les Rwandais me témoignent. Je les servirai toujours, tant quand je le pourrai. Oui, je suis bel et bien candidat », a déclaré Paul Kagame, 65 ans, au magazine francophone Jeune Afrique, auquel il a accordé un long entretien publié ce mercredi 20 septembre. Plus tôt, en mars, le gouvernement rwandais a annoncé qu'il allait synchroniser les dates de l'élection présidentielle et des législatives, qui doivent avoir lieu en août 2024.

Interrogé en juillet 2022 sur sa candidature à un nouveau mandat, Paul Kagame avait répondu : « J'envisage de me présenter pour 20 ans de plus, je n'ai aucun problème avec ça ». « Les élections sont l'occasion pour les gens de choisir », avait-il ajouté dans cette interview à France 24.

Kagame n'avait que 36 ans lorsque son parti, le Front patriotique rwandais, a chassé du pouvoir les extrémistes hutus, accusés d'être responsables du génocide qui a vu quelque 800 000 personnes, princi-

palement des Tutsis mais aussi des Hutus modérés, assassinées entre avril et juillet 1994.

QUELQUES CANDIDATS SUR LA LIGNE DE DÉPART

Paul Kagame n'avait jusqu'à présent pas ouvertement exprimé ses intentions, mais il a procédé à des amendements constitutionnels controversés qui lui ont permis d'obtenir un troisième mandat et pourraient lui permettre de gouverner jusqu'en 2034. Ancien chef rebelle, Paul Kagame est le dirigeant de facto du pays depuis la fin du génocide de 1994. Il a été reconduit au pouvoir – avec plus de 90 % des voix – lors des élections de 2003, 2010 et 2017.

Jusqu'à présent, seul le chef du Parti vert de l'opposition, Frank Habineza, avait annoncé sa candidature pour 2024. L'annonce du président sortant de se représenter « n'est pas une surprise », a-t-il déclaré à l'AFP. « Nous n'avons pas peur de lui, nous améliorons notre organisation en tant que parti politique pour mener une meilleure cam-



La Directrice générale du FMI

pagne qu'en 2017. Nous sommes confiants », a-t-il ajouté. « La démocratie est un combat, c'est pourquoi nous continuerons à lutter démocratiquement pour l'espace politique et la démocratie, l'État de droit et les droits de l'homme au Rwanda ».

«PRISONNIERS DANS LEUR PROPRE PAYS»

Le Rwanda se présente comme l'un des pays les plus stables du continent africain, mais plusieurs groupes de défense des droits humains accusent Paul Kagame de gouverner dans un climat de peur, étouffant la dis-

sidence et la liberté d'expression.

En 2021, Paul Rusesabagina, héros du film Hôtel Rwanda et critique virulent de Kagame, a été condamné à 25 ans de prison pour « terrorisme », après son arrestation l'année précédente dans des circonstances troubles. Rusesabagina, qui vivait depuis 1996 en exil aux États-Unis et en Belgique, avait été arrêté à Kigali, à la descente d'un avion qu'il pensait à destination du Burundi. Sa famille a qualifié cette opération d'enlèvement.

Le gouvernement rwandais avait affirmé que l'arresta-

tion était « légale », admettant avoir « facilité » le transport de M. Rusesabagina en finançant cette opération. Libéré de prison en mars 2023 et envoyé aux États-Unis après une grâce présidentielle, Paul Rusesabagina a publié un message vidéo en juillet, affirmant que les Rwandais étaient « prisonniers dans leur propre pays ».

L'annonce officielle dans la presse internationale de sa candidature intervient le même jour où l'Unesco a décidé d'inscrire, quatre mémoriaux commémorant le génocide des Tutsis au patrimoine mondial. « Nouvelle inscription sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco. Sites mémoriaux du génocide : Nyamata, Murambi, Gisozi et Bisesero », a indiqué l'Unesco sur X (ex-Twitter). Situé sur la colline de Gisozi à quelques kilomètres du centre de la capitale Kigali, le Mémorial du génocide, construit en 1999 et inauguré en 2004, est le principal des quelque 200 lieux de souvenir qui jalonnent « le pays aux mille collines ». Le site abrite notamment les restes de 250 000 personnes retrouvées dans les rues, maisons, fosses communes et rivières de Kigali et ses environs.

AVEC AFP

Maintien des Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI à Marrakech : le soutien de Washington

La Secrétaire d'État américaine au Trésor, Janet Yellen, a apporté son soutien à la décision de la Banque mondiale et du FMI de maintenir la tenue de leurs Assemblées annuelles à Marrakech, prévues pour le mois d'octobre. Par la même occasion, elle a exprimé sa solidarité avec le Maroc à la suite du séisme qui a frappé le pays.

Dans des déclarations aux médias, le mardi 19 septembre à New York, la Secrétaire d'État américaine au Trésor, Janet Yellen a affirmé faire confiance aux dirigeants de la Banque mondiale

(BM) et du Fonds monétaire international (FMI) pour ajuster de manière appropriée leurs Assemblées annuelles du 9 au 15 octobre au Maroc, compte tenu du tremblement de terre dévastateur qui a frappé le Royaume.

Interrogée sur les changements qui devraient être apportés à cet événement, qui devrait rassembler plus de 10.000 personnes à Marrakech, Janet Yellen a répondu qu'elle laissait « aux dirigeants de la Banque mondiale et du FMI le soin de travailler avec le gouvernement du Maroc et de déterminer ce qui est approprié et possible », rapporte

l'agence Reuters.

« Bien sûr, nous devons être respectueux des tragédies qui se sont produites dans ce pays et de la nécessité pour les premiers intervenants de pouvoir s'occuper des personnes touchées par le tremblement de terre », a-t-elle ajouté.

« C'est ce que souhaite vivement le gouvernement marocain. Il souhaite que les réunions soient maintenues et se sentent en mesure de faire le nécessaire », a-t-elle déclaré. « Nous voulons être utiles au peuple marocain », a conclu la responsable américaine, qui contrôle la

participation majoritaire de son pays dans les deux institutions.

Le lundi 18 septembre, la Banque mondiale et le FMI avaient annoncé le maintien de la tenue de leurs Assemblées annuelles à Marrakech. « En ce moment très difficile, nous estimons que les Assemblées annuelles donnent l'occasion à la communauté internationale de manifester son soutien au Maroc et à ses habitants, qui font une fois de plus preuve de résilience face à une tragédie » suite au séisme qui a frappé la région d'Al Haouz, lit-on dans une déclaration conjointe du président de la Ban-

que mondiale Ajay Banga, de la Directrice générale du FMI Kristalina Georgieva, et de la ministre de l'Économie et des Finances marocaine Nadia Fettah Alaoui.

« Depuis le séisme dévastateur survenu le 8 septembre au Maroc, les services de la Banque mondiale et du FMI ont mené, en étroite coordination avec les autorités marocaines et une équipe d'experts, une évaluation approfondie de la capacité de Marrakech à accueillir les Assemblées annuelles 2023 », précise la même source.

AVEC LE360.MA

Barrage de la renaissance : la fin du remplissage du plus grand réservoir d'Afrique

Le remplissage complet du Grand barrage de la renaissance s'est achevé il y a quelques jours au moment où Addis-Abeba renoue le dialogue avec ses voisins égyptiens et soudanais sur ce mégaprojet controversé.

Abiy Ahmed Ali, le premier ministre de l'Éthiopie a annoncé récemment « la réussite du quatrième et dernier » remplissage du Grand barrage de renaissance éthiopienne (Gerd). C'est une étape importante pour ce

mégaprojet hydroélectrique lancé en 2011. « Les Éthiopiens nous ont aidés en travaillant ensemble. Félicitations à tous ceux qui ont participé aux travaux avec leur argent, leurs connaissances, leur énergie et leurs prières », a affirmé le premier ministre éthiopien.

La réaction de l'Égypte n'a pas tardé puisque Le Caire a condamné cette nouvelle étape du projet en indiquant par la voix de son ministre des Affaires étrangères, qu'il s'agissait « de la violation continue

par l'Éthiopie de la Déclaration de principes signée entre l'Égypte, l'Éthiopie et le Soudan en 2015. La Déclaration de principes stipule la nécessité pour les trois pays de parvenir à un accord sur les règles de remplissage et d'exploitation du Gerd avant de commencer le processus de remplissage ».

Le fin du remplissage intervient au moment l'Éthiopie et l'Égypte ont convenu de reprendre les pourparlers au sujet du Gerd. « Cette approche,

ainsi que ses conséquences négatives, remet en cause le processus de négociation en cours, qui doit s'achever dans un délai de quatre mois. Le prochain cycle de négociations, prévu à Addis-Abeba, devrait permettre une avancée tangible et réelle sur la voie d'un accord sur les règles de remplissage et d'exploitation du Gerd », indique le ministère égyptien des Affaires étrangères.

L'Égypte qui a toujours réaffirmé son opposition à ce

mégaprojet dépend à 85% du Nil pour son approvisionnement en eau. Le Gerd est construit sur le Nil bleu (le principal affluent du Nil), dans l'État régional de Benishangul-Gumuz. Le barrage qui affiche une hauteur de 170 m et une largeur de 1,8 km est doté d'un réservoir capable de contenir 79 milliards de m³ d'eau. Le barrage a déjà commencé à produire de l'électricité avec une première turbine Francis de 375 MW inaugurée en février 2022.

AVEC AFRIK21

L'Arabie saoudite vers une «normalisation» de ses relations avec Israël

L'Arabie saoudite et Israël se «rapprochent» d'un accord de normalisation de leurs relations, a affirmé mercredi le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane. Israël a déjà normalisé ses relations avec cinq pays arabes, mais un tel accord serait historique, eu égard au poids du royaume dans la région.

« On s'en rapproche tous les jours », a affirmé Mohammed ben Salmane dans un entretien avec la chaîne Fox News, tandis que le président américain Joe Biden rencontrait à New York le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

« Pour nous, la question palestinienne est très importante. Nous devons la résoudre », a-t-il toutefois souligné, en s'exprimant en anglais de façon détendue, dans cette interview réalisée en Arabie saoudite. Selon lui, « les négociations se poursuivent bien jusqu'à présent ».

« Nous espérons qu'elles aboutiront à un résultat qui facilitera la vie des Palestiniens et qui permettra à Israël de jouer un rôle au Moyen-Orient », a ajouté « MBS ».

Le dirigeant saoudien a ainsi démenti des informations de presse faisant état d'une « suspension » des discussions avec Israël.

Réussir un rapprochement entre l'Arabie saoudite et Israël aurait un impact profond au Moyen-Orient, a



Le prince héritier du royaume d'Arabie saoudite Mohammed ben Salmane.

commenté mercredi le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken dans une interview avec la chaîne ABC. Cela aurait un « effet puissant sur la stabilisation de la région, sur le fait de rassembler les peuples », a-t-il estimé.

«TRAHISON» ENVERS LA PALESTINE

Cette possible normalisation pourrait impliquer des garanties de sécurité de la part des Etats-Unis pour la monar-

chie pétrolière. Interrogé sur ce sujet, Mohammed ben Salmane a rappelé que les liens entre Riyad et Washington remontaient à huit décennies et qu'un possible accord de sécurité entre les deux nations « renforcerait » leur coopération militaire et économique, sans autre détail.

Le président iranien Ebrahim Raïssi a réagi mercredi soir, en déclarant qu'une éventuelle normalisation entre Israël et l'Arabie saoudite constituerait une trahison de

la cause palestinienne.

« Nous pensons qu'une relation entre des pays de la région et le régime sioniste serait un coup de poignard dans le dos du peuple palestinien et de la résistance palestinienne », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse en marge de l'Assemblée générale des Nations unies à New York.

DIPLOMATIE TRÈS ACTIVE DANS LA RÉGION

Israël a déjà normalisé ses relations avec cinq pays

arabes : Bahreïn, l'Égypte, la Jordanie, le Maroc et les Emirats arabes unis. Interrogé par ailleurs sur la perspective que l'Iran se dote de l'arme nucléaire, le prince héritier, qui dirige de facto le royaume saoudien, a averti que l'Arabie serait alors contrainte de faire de même. « Nous nous pré-occupons du fait qu'un pays puisse se doter d'une arme nucléaire. C'est une mauvaise chose », a-t-il affirmé.

« Ils n'ont pas besoin de se doter d'une arme nucléaire parce qu'ils ne peuvent pas l'utiliser », selon lui. Mais, a-t-il ajouté, « s'ils en obtiennent une, on devra en avoir une nous aussi ».

Réussir un rapprochement entre l'Arabie saoudite et Israël aurait un impact profond au Moyen-Orient, a estimé mercredi le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken, dans une interview avec la chaîne ABC. Cela aurait un « effet puissant sur la stabilisation de la région, sur l'intégration de la région, sur le fait de rassembler les peuples », a dit Antony Blinken.

Avec AP

Elon Musk envisage de rendre X (ex-Twitter) payant pour tous les utilisateurs

Le patron du réseau social envisage de mettre en place « un petit paiement mensuel » pour tous les utilisateurs. Le « seul moyen » de lutter contre la prolifération de faux comptes, estime-t-il.

Elon Musk n'en finit pas d'apporter des modifications à X (ex-Twitter) depuis qu'il a pris les rênes du réseau social à l'automne 2022. Après avoir changé le nom de la plateforme, licencié des milliers d'employés, supprimé la modération du contenu et rétabli des comptes anciennement interdits – dont celui de l'ex-président américain Donald Trump –, le milliardaire veut cette fois rendre l'application payante pour tous les comptes.

Le « magnat de la tech » a déclaré, lundi 18 septembre, que le réseau social pourrait instaurer « un petit paiement mensuel », soulignant la nécessité de réduire le nombre de robots sur la plateforme. Les robots, des comptes gérés par des programmes informatiques plutôt que par des humains, sont courants sur X, où ils peuvent être utilisés pour amplifier ar-



Elon Musk a racheté le réseau social pour 44 milliards de dollars en octobre 2022.

tifier des messages politiques ou attiser les flammes de la haine raciale.

Lors d'un entretien avec Elon Musk, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a soulevé la question de l'antisémitisme en ligne et la façon dont X pourrait « empêcher l'utilisation de robots – des armées de robots – pour le reproduire

et l'amplifier ». Le milliardaire a répondu que l'entreprise « s'orientait vers un petit paiement mensuel pour l'utilisation du système X ».

«COMBATTRE DE VASTES ARMÉES DE ROBOTS»

« C'est le seul moyen auquel je puisse penser pour combattre de vastes armées

de robots », a déclaré le patron de X. Parce qu'un robot coûte une fraction d'un centime – appelez-le un dixième de centime –, mais si quelqu'un doit payer ne serait-ce que quelques dollars, un montant mineur, le coût effectif des robots est très élevé. Et puis, vous devez également disposer d'un nouveau mode de

paiement à chaque fois que vous avez un nouveau bot ».

En juillet, Elon Musk avait déclaré que la plateforme avait perdu environ la moitié de ses revenus publicitaires. « Nous sommes toujours en situation de flux de trésorerie négatif, à cause d'une chute d'environ 50 % des revenus publicitaires et de la lourde charge de la dette », avait indiqué le milliardaire.

DE SPACEX À TWITTER, QUEL EST LE VRAI PROJET D'ELON MUSK ?

La conversation entre Elon Musk et Benjamin Netanyahu, qui a été diffusée sur X, a eu lieu alors que le patron du groupe automobile Tesla Motors est embourbé dans une dispute avec l'Anti-Defamation League (ADL), une organisation juive basée aux Etats-Unis. Musk a accusé l'ADL d'avoir lancé des accusations infondées d'antisémitisme qui ont effrayé les annonceurs et nuï aux revenus de son entreprise et a menacé de la poursuivre en justice pour des milliards de dollars.

Avec L'Obs et AFP

Linafoot : Motema Pembe apprivoise Dauphin Noir (2-0) en groupe B

Après un début poussif, le Daring Club Motema Pembe (DCMP) vient de trouver ses marques à la 29^{ème} édition de la Linafoot qui se joue en deux groupes. Mercredi au stade Tata Raphaël, le DCMP s'est rassuré en venant à bout du Dauphin Noir de Goma (2-0).

DC Motema Pembe de Kinshasa a apprivoisé l'AS Dauphin Noir de Goma, par 2-0, mercredi, au stade Tata Raphaël, à Kinshasa, en RDC, en match de la 8^{ème} journée du groupe B, du 29^{ème} de la Ligue nationale de football (Linafoot), en RDC, a constaté un journaliste de l'ACP.

La formation du Dauphin Noir qui a eu le toupet de flageller l'AS V. Club et l'OC Renaissance du Congo, deux géants de la capitale, sur la même note de 1-0, est tombé mal en point face au DC Motema Pembe qui n'a pas voulu l'entendre de cette oreille. Et pour cause, peu avant la 20^{ème} minute de la partie, les Immaculés de Kinshasa ont réussi à violer les perches de Jackson Lunanga Kyalemaninwa, le portier des Montagnards de Goma.

Défenseur de son état et patron de l'arrière-garde imanién, Sakombi Apinda (15^{ans}), qui a déserté son poste pour faire le sur-nombre pour les siens à l'attaque, a eu l'insigne honneur de battre l'ancien gardien de Maniema Union de Kindu et de V. Club Kinshasa, pour l'ouverture du score.

Dauphin Noir n'a pas le temps de réaliser ce mauvais coup, les Immaculés de Kinshasa ont enfoncé le clou et ont inscrit un deuxième but par l'entremise d'Efoloko Nzulama (17^{ans}), un transfuge de l'AC Kuya. C'est sur ces deux longueurs d'avance des vert et blanc que les deux adversaires sont sortis du terrain pour les citrons.

Au retour des vestiaires, il n'y avait plus que Daring, vêtu en rouge et blanc, qui a quadrillé l'aire de jeu sur le plan territorial, au point de noyer Dauphin Noir, quasiment groggy. Mais au lieu de concrétiser les



DCMP se rassure en trouvant ses marques à la Linafoot.

nombreuses opportunités, les attaquants du DCMP se sont illustrés par des ratés, fruit de leur maladresse. Si ces derniers étaient lucides à la conclusion de leurs offensives, le club de la ville volcanique de Goma aurait bu le calice jusqu'à la lie.

Toute la 2^{ème} période, Dauphin Noir qui a totalement capitulé et a été simplement réduit au rôle comparse, pour

accompagner Daring, dans sa victoire incontestée.

Après ce succès, DC Motema Pembe a capitalisé 10 points en 5 sorties, pour 3 victoires devant Les Aigles du Congo (1-0), Céleste FC (3-1) et Dauphin Noir (2-0) ainsi qu'un nul face à l'OC Renaissance du Congo (1-1).

Battu, Dauphin Noir s'est enlisé sur ses 7 points en 4 sor-

ties, à raison d'un nul devant Céleste (0-0) et de ses deux performances face à V.Club (1-0) ainsi que Renaissance (1-0).

Auparavant, l'AC Kuya et l'AC Rangers s'étaient neutralisés sur la note de 1-1. Merlin Kapela Mpongo (10^{ans}) et Mike Lutumba (33^{ans}) a rétabli l'équilibre pour l'AC Rangers.

Avec ACP

Coupe du Congo de basket-ball : Virunga champion en version masculine, la CNSS conserve son titre en version féminine

Le BC Virunga de Goma au Nord-Kivu a été sacré champion de la 40^{ème} édition de la Coupe du Congo de basket-ball en version masculine après s'être imposé en finale devant Ami BK de Bukavu au Sud-Kivu sur la note de 73-70, mercredi, au chef-lieu de la province du Nord-Kivu, a constaté un journaliste de l'ACP sur place.

C'est le premier succès de l'histoire des Gomatrasiens

dans cette compétition nationale. Grâce à cette victoire, le BC Virunga représentera le pays à la Basket-ball Africa League (BAL), la saison prochaine.

LA CNSS CONSERVE SON TITRE POUR LA 4^{ÈME} FOIS

Dans la version féminine, les championnes en titre, les Kinois de la CNSS ont conservé leur titre en do-

minant par 73-55 le BC Chauv Sport de Bukavu, chef-lieu de la province du Sud-Kivu. C'était une victoire sans conteste des protégées du coach Ade Koko qui gardent leur trophée pour la quatrième fois consécutive.

Ainsi, la 40^{ème} édition de la Coupe du Congo de la discipline s'est clôturée mercredi 20 septembre à Goma au Nord-Kivu avec les succès des montagnards de Virunga

des Kinois de la CNSS, chez les dames.

Pour rappel, cette édition, la première organisée dans les deux provinces voisines, a été une réussite en termes d'engouement de spectateurs. Les billets ont été vendus à 20.000 FC lors de ces finales, ce qui prouve à suffisance l'intérêt de cette discipline dans ce coin du pays.

Avec ACP

Classement FIFA - Hommes : le Maroc garde la tête, la Guinée Bissau signe la plus belle progression

La FIFA vient de publier son classement trimestriel. Le Maroc est toujours aux portes du Top 10 mondial. Les Lions de l'Atlas gagnent une place, pointent à la 13^{ème} place et restent la première nation africaine du classement. Champion d'Afrique en titre, le Sénégal perd deux places et se retrouve à la 20^{ème} position. Désormais classée parmi les 30 meilleures sélections, la Tunisie se retrouve à la 29^{ème} place.

Le Mali (49, +2) et la Côte d'Ivoire (50, +2) sont de nouveau dans le top 50 en lieu et place de la Grèce et du Paraguay. En conséquence, la CAF compte désormais 9 équipes du top 50 (soit deux de plus par rap-

port au précédent classement). Les autres confédérations sont restées stables (CONCACAF : 5 équipes dans le top 50; AFC : 4; OFC : 0) ou ont perdu une équipe depuis le mois de juillet (UEFA : 25; CONMEBOL : 7).

La plus grosse progression est à mettre dans l'escarcelle de la Guinée-Bissau qui gagne 6 places et est classée à la 106^{ème} place. À noter que l'Argentine reste toujours en tête de ce classement devant la France et le Brésil.

Top 15 des sélections africaines dans le classement mondial

1. Maroc : 13
2. Sénégal : 20
3. Tunisie : 29
4. Algérie : 34
5. Egypte : 35

6. Nigeria : 40
7. Cameroun : 41
8. Mali : 49
9. Côte d'Ivoire : 50
10. Burkina Faso : 58

11. Ghana : 60
12. RD Congo : 64
13. Afrique du Sud : 65
14. Cap Vert : 71
15. Guinée : 81

ECONEWS

Journal en ligne et Tri-hebdomadaire d'informations générales

Complexe Nzigi (ex-Muana Nteba),
Local n°50, Kinshasa/
Gombe
Tél : +243 81 904 17 63/
89 301 93 05
+ 243 903185670
E-mail :

kuediasala@gmail.com
www.econewsrdc.com
L'info qui fait échos

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Faustin KUEDIASALA

RÉDACTEUR EN CHEF
Hugo TAMUSA

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Florent N'LUNDA N'SILU

RÉDACTION GÉNÉRALE
Faustin KUEDIASALA
Hugo TAMUSA
Florent N'LUNDA N'SILU
Tighana MASIALA
Jonathan MUTADJIRI
Nana Kanku
A.T. MPUU

COLLABORATEUR EXTÉRIEURS
Marc NZATE
Francis Mayuma

WEB MASTER
Tighana MASIALA

PRODUCTION
Michel MASUDI
+243 907314011

COMMERCIAL
John RUSHIMBA

INTENDANT GÉNÉRAL
René LOKOTA

Grand Inga : Tshisekedi mise sur de nouveaux partenaires, dont la Banque mondiale

Novembre 2020. Alexis Kayembe, conseiller spécial du Chef de l'Etat, conduit auprès de l'ancien Premier ministre Ilunga Ilunkamba une délégation de la firme australienne FMG (Fortescue Metals Group), sous la direction de Julie Shuttleworth. Cette firme basée à Sidney (Australie) est intéressée par le projet de construction du Grand Inga, dans la province du Kongo Central. La société minière australienne explique au Premier ministre le chronogramme de ce projet. Selon M. Kayembe, cette seconde visite de ces investisseurs australiens avait pour but de passer à une phase concrète du projet. Trois ans ont passé. Rien de concret n'a été fait. La RDC veut se tourner vers d'autres partenaires, dont la Banque mondiale pour développer le projet Grand Inga.

HUGO TAMUSA

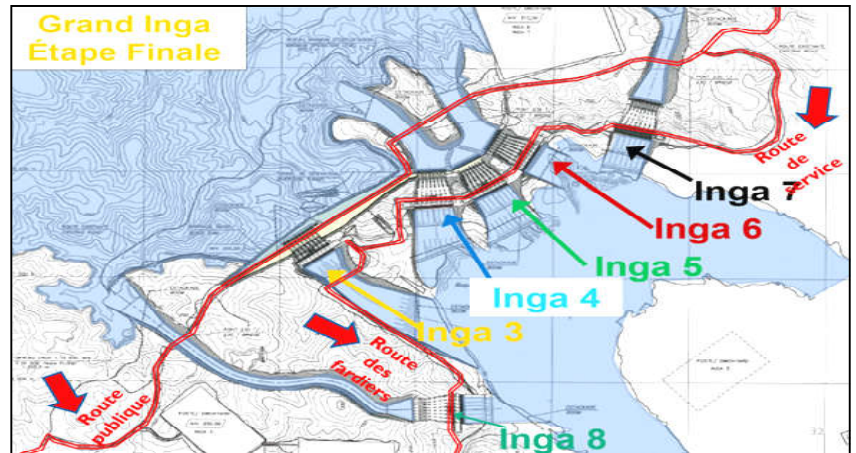
La République démocratique du Congo est toujours à la recherche de partenaires pour le grand projet hydroélectrique du monde : la construction du barrage de Grand Inga dans la province du Kongo central. Dans le même temps, le géant d'Afrique centrale s'attend à une augmentation des investissements de la part des Emirats arabes unis dans le secteur minier. C'est en tout cas ce qui ressort des échanges que le président Félix Tshisekedi a eu avec des journalistes américains en marge de la 78^{ème} assemblée générale de l'ONU à New York.

Si les négociations avec le milliardaire australien Andrew Forrest et sa société Fortescue Future Industries pour la construction du Grand Inga, centrale hydroélectrique de 44 GW, sont au point mort, la RDC ne se décourage pas du tout, et compte bien sur

d'autres pour relancer le projet. Le chef de l'Etat congolais a déclaré à des journalistes américains que ce suscitait l'intérêt d'autres partenaires potentiels. « Il n'est pas impossible que demain nous puissions voir se développer une sorte de consortium autour de la Banque mondiale, des investisseurs chinois, peut-être européens », aux côtés de Fortescue, a-t-il déclaré en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies. Selon ses dires, Félix Tshisekedi devrait rencontrer cette semaine Fortescue, qui souhaite développer un projet d'hydrogène vert au Congo.

NOUVEAUX INVESTISSEURS

Selon toutes vraisemblances, le président congolais est décidé de positionner la RDC, riche en ressources, comme une destination pour les investisseurs en quête de solutions face au changement climatique. En effet, outre



l'hydroélectricité, il propose des crédits carbone pour protéger la deuxième plus grande forêt tropicale du monde et investit dans des minéraux essentiels à l'énergie verte, notamment le cuivre, le cobalt – dont le Congo est le plus grand producteur mondial – et, bientôt, le lithium.

Après avoir remporté le marché d'achat et d'exportation de l'or produit par les exploitants artisanaux, le groupe émirati Primera, basé à Abu Dhabi, augmentera bientôt ses investissements pour inclure ces deux métaux, a ajouté Félix Tshisekedi. Le groupe envisage également une fonderie pour produire du tantale, de l'étain et du tungstène, en partenariat avec une société minière d'Etat.

Ces projets témoignent

d'une ouverture à de nouveaux investisseurs au-delà des sociétés chinoises et européennes qui contrôlent la plupart des industries minières et des télécommunications du Congo. Les Emirats arabes unis pourraient bientôt proposer des programmes de développement dans le domaine de l'éducation et ont déjà fourni des équipements et une formation aux soldats congolais qui contiennent les rebelles du M23 dans l'est du pays, a ajouté le chef de l'Etat congolais.

Pour rappel, Grand Inga pourrait produire jusqu'à 40.000 MW d'électricité, plus de deux fois la production d'énergie du barrage des Trois Gorges en Chine, et plus d'un tiers de l'électricité totale actuellement produite

en Afrique. Le Grand Inga est une série de barrages qui sont proposés sur la partie inférieure du fleuve Congo en République Démocratique du Congo. Le Grand Inga sera construit en sept phases, dont le barrage Inga 3 BC est la première phase. Le projet est déjà présenté comme un moyen « d'éclairer l'Afrique » par les entreprises qui prévoient d'en bénéficier et les gouvernements qui espèrent en recevoir l'électricité. Grand Inga est répertorié comme un projet prioritaire de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC), le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), le Southern African Power Pool (SAPP) et le Conseil mondial de l'énergie.

Allocution du Président de la République à 78^e session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies

(Suite de la page 3)

est—elle indispensable, mais ne serait pas suffisante. Les chantiers ne manquent pas. La coordination et la coopération entre les différentes institutions et agences des Nations unies sont imparfaites : des problèmes globaux sont abordés plusieurs fois dans différentes enceintes, sous des angles différents de façon contradictoire, d'autres ne le sont jamais nulle part, chaque bureaucratie internationale entend persévérer dans son être.

À ce sujet, la demande pressante et incessante de mon pays et de l'Afrique qu'organe pilote et décisionnel de l'ONU afin de pouvoir intégrer, en son sein, deux représentants du continent africain en qualité de Membres permanents aux fins de consacrer un équilibre géographique juste et représentatif. D'où la pertinence et la nécessité de réformer notre organisation vieille de 78 ans, qui accuse certaines limites face aux mutations actuelles et à la dynamique internationale afin de lui donner plus d'inclusivité aussi bien dans sa composition que dans son processus de prise des décisions qui désormais devra prendre en compte

la voix de l'Afrique.

Monsieur le Président,

Avant de clore mon propos, permettez-moi du haut de cette tribune de revenir sur la question des violences faites aux femmes dans le contexte de guerre et des conflits armés.

Il n'est un secret pour personne que la République Démocratique du Congo, est l'un des États africains où les violences sexuelles contre la femme sont les plus déconcertantes du fait notamment de décennies de conflits armés.

Afin de soulager les souffrances des femmes victimes de violences liées aux conflits et de réparer un tant soit peu le préjudice leur causé, mon pays a mis en place des mécanismes institutionnels spécifiques. Il s'agit notamment du Fonds National des Réparations des Victimes des violences sexuelles liées aux conflits et des victimes des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité (FONAREV) créée en décembre 2022.

Dans le prolongement de ces initiatives de protection et de pro-

tection de la femme, la République Démocratique du Congo s'emploie inlassablement à changer le regard des hommes sur les femmes notamment en bannissant les structures sociétales qui créent des barrières à l'épanouissement de la femme ainsi que les dynamiques de pouvoir qui sous-tendent les relations hommes-femmes.

En effet, les compétences et les ressources données aux femmes ne se sent pas à elles seules pour changer leur condition.

Il est indispensable, en plus, de changer les dynamiques sociales au sein des couples, des familles, et des communautés. C'est tout le sens du projet de promotion de la masculinité positive que j'avais initié depuis le début de mon mandat à la tête de l'Union africaine.

Monsieur le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement;

Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies; Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation,

Pour conclure, je voudrais confirmer une fois de plus qu'à la fin de cette année des élections générales seront organisées en République Démocratique du Congo dans les institutions à mandat électif jusqu'au niveau des Communes. En vue de garantir leur succès, toutes les parties impliquées se mobilisent activement. La Commission Électorale Nationale Indépendante, la CENI a déjà convoqué le corps électoral et publié les listes des candidats pour les législatives nationales et provinciales et des municipales. Des dispositions sont prises pour assurer la transparence, l'inclusivité, l'égalité des chances et la crédibilité des prochains scrutins.

Des invitations ont été déjà lancées aux institutions internationales et organisations non gouvernementales spécialisées en la matière pour mandater leurs missions d'observation électorale afin d'accompagner le processus et d'aider l'Etat congolais à consolider sa jeune démocratie. L'ONU est invitée aussi à y jouer

un rôle important par ses institutions spécialisées. Le Gouvernement congolais remercie déjà celles des institutions et ONG invitées qui sont déjà à pied d'œuvre.

La République Démocratique du Congo reste convaincue que l'ONU reste le cadre le plus approprié pour discuter de l'avenir de notre planète et des relations aussi bien entre les Peuples qu'entre les États.

Suite à la tenue des élections démocratiques et apaisées au Zimbabwe, je lance un appel pressant aux Nations Unies de mettre tout en œuvre pour obtenir la levée immédiate des sanctions contre la République du Zimbabwe et son Peuple.

Pendant, pour remplir efficacement ses lourdes et délicates missions et mériter la confiance de tous, l'ONU doit incarner les valeurs de justice, d'équité et de solidarité et être représentative de tous dans notre diversité culturelle, politique, économique et sociale. C'est là tout le sens de sa réforme sur laquelle les Africains ne cessent de revenir et du combat que nous devons tous mener.

Je vous remercie.